

naturellement pour leur fief, cependant que les fonctionnaires aux échelons inférieurs s'empressent de réévaluer leurs chances d'avancement à long terme.

Les universitaires également ont dû s'adapter. Persuadés jusque-là que les grandes décisions de la «politique» publique étaient le fruit des calculs rationnels de mandataires connus, hypothèse qui sous-tend le principe même de «gouvernement responsable», les politicologues en sont graduellement venus à considérer qu'elles procèdent plutôt de l'inertie. Il semblerait, abstraction faite de certaines exceptions, parfois dramatiques, qu'elles tirent leur substance de longues séries de compromis auxquels en sont arrivés de multiples comités aux mandats conflictuels. Il convient de noter l'évolution de la terminologie même de l'analyse politique. Le vocable «décision» ayant déjà été délaissé au profit de «output», (extrant) ce dernier cède maintenant la place à «résultat», de sorte qu'il s'ensuit une progression continue vers l'occultation ultime de l'organisme responsable. Alors, qui dont est «responsable»? Personne. Cette réponse nous rappelle le roman kafkaïen, à cela près que nous sommes même privés de la conspiration présumée à laquelle peut se référer le lecteur de Kafka.

Les conditions qui président à la direction politique restent cependant au coeur de toute analyse de la notion de «gouvernement responsable». A cet égard, le dilemme est manifeste. Si les problèmes sont excessivement nombreux, s'ils sont techniquement complexes, si leurs répercussions sont incertaines tant à long terme qu'à court terme, s'ils sont susceptibles d'avoir des effets secondaires imprévisibles dans d'autres domaines, tant au Canada qu'à l'étranger et si leur résolution exige la conciliation d'un éventail déconcertant d'intérêts contradictoires aux paliers du gouvernement et des circonscriptions, si les problèmes comportent toutes ces caractéristiques, alors comment les dirigeants politiques peuvent-ils espérer comprendre et à plus forte raison maîtriser l'appareil gouvernemental dont ils dirigent ostensiblement les destinées? En outre, comment le Parlement et, en fin de compte, le «public» peuvent-ils raisonnablement leur imputer la responsabilité de «leurs actes»?

Slogans

En politique étrangère, il s'ensuit d'abord et avant tout de cette difficulté globale que le débat public sur le fond des problèmes cède graduellement la place aux slogans creux destinés, entre autres, à donner l'impression d'une présence à la barre. Peut-être l'exemple récent le plus remarquable au Canada a-t-il été le Livre blanc qui a découlé de l'examen de la politique étrangère, avec sa trilogie de grands objectifs nationaux, ses six thèmes politiques, sa description hexagonale d'interactions systémiques et tout le reste. Mais on retrouve également ce phéno-

mène dans la «trialectique» du document sur la «Troisième option», dans la fanfare quelque peu obscurantiste entourant le «lien contractuel» avec la Communauté économique européenne et dans nombre de déclarations canadiennes ressortissant à la politique étrangère.

Ce procédé n'est pas absent non plus des exhortations répétées du Premier ministre dans les médias, quand il insiste sur la nécessité d'une transformation fondamentale des attitudes du public avant que le pays puisse faire face à la nouvelle crise mondiale. Évidemment, il est possible de considérer que ces récidives oratoires ne constituent que les réflexions improvisées d'un vétéran de la Tour d'Ivoire détaché temporairement au gouvernement. Par contre, si elles sont prises au sérieux, ces exhortations ne peuvent que jeter le citoyen bien intentionné dans l'incertitude de ce qu'il lui faut faire. Il n'est pas impossible que des fonctionnaires soient eux aussi décontenancés de la sorte à l'occasion.

En toute justice vis-à-vis des dirigeants politiques, il faut admettre au départ qu'ils ont reçu à cet égard peu d'aide véritable de la part des groupes de réflexion ou des communautés universitaires qui semblent eux-mêmes être affligés d'une certaine «surcharge intellectuelle». Leurs tentatives de conceptualisation des problèmes mondiaux actuels dans le cadre de systèmes biologiques, écologiques ou autres face à la complexité déroutante des problèmes témoignent de ce malaise. Si l'approche systémique peut présenter une certaine utilité sur le plan de l'accès aux techniques informatisées de résolution des problèmes, dans le monde politique elle risque d'interposer un barrage de mots vides de sens entre les options et les besoins politiques authentiques d'une part, et la compréhension des questions en cause par le public d'autre part.

Aussi longtemps qu'elle porte sur l'hexagone des «fonctions extérieures» de la revue de la politique étrangère, une telle étude est sans aucun doute de peu de conséquence, bien qu'il soit possible de faire valoir que le Cabinet croyait décider d'orientations fondamentales alors qu'il n'en était rien. Toutefois, lorsque de telles études débouchent sur de l'ingénierie sociale apocalyptique du genre de celle déclenchée par le Club de Rome, ou quand les conceptualisations sont traduites, à des fins politiques, en des slogans simplistes comme «nouvel ordre économique international», «Vaisseau Terre» ou «village planétaire», les répercussions peuvent être beaucoup plus graves. Il va sans dire que de telles formules peuvent avoir une incidence constructive à long terme, sensibilisant les publics attentifs aux grandes questions de l'heure ou modifiant le climat dans lequel se déroule le débat. Toutefois, dans la mesure où elles se substituent à une compréhension véritable des relations de cause à effet (par opposition à une approche globaliste), elles servent à masquer les